



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 58.434/2
du 30 novembre 2015

advies 58.434/2
van 30 november 2015

sur

over

un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in het boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'

Le 4 novembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 30 novembre 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 30 novembre 2015.

*

Op 4 november 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in het boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 30 november 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Wanda VOGEL, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 30 november 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Dans son avis 56.796/1 du 11 décembre 2014 sur le projet devenu l'arrêté royal du 19 décembre 2014 'modifiant l'arrêté royal du 19 avril 2014 fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins', la section de législation du Conseil d'État a notamment constaté que

« [l]e projet trouve son fondement juridique dans l'article 10 de la loi du 10 avril 2014 'portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins', ainsi que dans les articles 32, § 2, alinéa 2, et 49 de la loi du 19 avril 2014 'portant insertion du Livre XI 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au Livre XI dans les Livres I, XV et XVII du même Code' ».

Comme il en va de même du projet qui fait l'objet du présent avis, l'alinéa 1^{er} doit être omis.

2. Les mots « , modifié par les arrêtés royaux des 4 septembre 2014 et 19 décembre 2014 » doivent être omis à la fin de l'alinéa 6 du préambule¹.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

3. Les considérants seraient plus complets s'ils explicitaient le report, par l'article 1^{er}, de l'entrée en vigueur des articles XI.253, § 2, alinéa 4, et 288 du Code de droit économique ², ainsi que de l'article 7 de la loi du 10 avril 2014 'portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, 'portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins' ³ en tant que cette dernière disposition concerne les articles XI.340 et XI.341, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, §§ 2 et 3, en ce qui concerne le Service de régulation, et § 5, du Code de droit économique.

Il en va certainement ainsi en ce qui concerne le report de l'entrée en vigueur de l'article 288 du Code de droit économique, qui ne paraît présenter aucun lien avec le constat, fait dans certains considérants, selon lequel le Service de régulation du droit d'auteur et des droits voisins ne pourra être opérationnel le 1^{er} janvier 2016.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article XI.253, § 2, alinéa 4, première phrase, du Code droit économique est rédigé comme suit :

« À partir du 1^{er} janvier 2015, les sociétés de gestion qui gèrent les droits d'auteur et les droits voisins relatifs à l'exécution publique de phonogrammes et de films, prévoient une plate-forme unique pour la perception des droits précités, à condition que les phonogrammes et films ne soient pas utilisés pour une représentation et qu'aucun droit d'accès ou contrepartie ne soit demandé pour pouvoir assister à leur exécution ».

Il résulte de l'article 1^{er} du projet, lu en combinaison avec l'article 1^{er} *quinquies*, 2^o, *partim*, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence

² Article 1^{er} du projet, lu en combinaison avec l'article 1^{er} *quinquies*, 2^o, *partim*, de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'fixant l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 2014 portant insertion du livre XI, 'Propriété intellectuelle' dans le Code de droit économique, et portant insertion des dispositions propres au livre XI dans les livres I, XV et XVII du même Code, et de la loi du 10 avril 2014 portant insertion des dispositions réglant des matières visées à l'article 77 de la Constitution dans le livre XI 'Propriété intellectuelle' du Code de droit économique, portant insertion d'une disposition spécifique au livre XI dans le livre XVII du même Code, et modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'organisation des cours et tribunaux en matière d'actions relatives aux droits de propriété intellectuelle et à la transparence du droit d'auteur et des droits voisins'.

³ Article 1^{er} du projet, lu en combinaison avec l'article 1^{er} *quinquies*, 6^o, de l'arrêté royal précité du 19 avril 2014.

du droit d'auteur et des droits voisins', que l'entrée en vigueur de cette disposition est reportée au 1^{er} janvier 2017.

Il conviendrait en conséquence d'y remplacer les mots « À partir du 1^{er} janvier 2015, » par les mots « À partir du 1^{er} janvier 2017, ». Le Roi dispose d'une habilitation à cet effet dans la seconde phrase de l'article XI.253, § 2, alinéa 4, précité.

Article 3

Compte de tenu de l'article 4, 9°, de l'arrêté royal précité du 19 décembre 2014 ⁴, l'abrogation de l'alinéa 1^{er}, 3), a), et de l'alinéa 2 de l'article 8, § 1^{er}, de la loi du 15 mai 2007 'relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle' prive cet article 8 de tout objet.

Mieux vaudrait dès lors abroger purement et simplement cet article 8.

*

⁴ « Art. 4. Sont abrogés le 1^{er} janvier 2015 :

[...]

9° la loi du 15 mai 2007 relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle, à l'exception des articles 1^{er} à 7 et de l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3), a), et alinéa 2, en tant que cet alinéa s'applique à la matière réglée par la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales et le § 2, 3), a) ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1^{er}, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In advies 56.796/1 van 11 december 2014 over het ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het koninklijk besluit van 19 december 2014 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI “Intellectuele eigendom” in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI ‘Intellectuele eigendom’ van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State inzonderheid het volgende opgemerkt :

“Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door artikel 10 van de wet van 10 april 2014 ‘houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI ‘Intellectuele eigendom’ van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft’, en door de artikelen 32, § 2, tweede lid, en 49 van de wet van ‘19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI, ‘Intellectuele eigendom’ in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek”.

Aangezien hetzelfde geldt voor het ontwerp waarover dit advies wordt gegeven, dient het eerste lid te vervallen.

2. In het zesde lid, *in fine*, van de aanhef dienen de woorden “, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 september 2014 en 19 december 2014” te worden geschrapt¹.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

3. De overwegingen zouden meer aanspraak kunnen maken op volledigheid indien daarin uitleg zou worden verschaft bij het in artikel 1 in het vooruitzicht gestelde uitstel van de inwerkingtreding van de artikelen XI.253, § 2, vierde lid, en 288 van het Wetboek van economisch recht², en van artikel 7 van de wet van 10 april 2014 'houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'³, in zoverre deze laatste bepaling betrekking heeft op de artikelen XI.340 en XI.341, § 1, eerste lid, 1°, §§ 2 en 3, wat de Dienst Regulering betreft, en op § 5, van het Wetboek van economisch recht.

Hetzelfde geldt zeker ook voor het uitstel van de inwerkingtreding van artikel 288 van het Wetboek van economisch recht, dat geen enkel verband lijkt te vertonen met de vaststelling die in een aantal overwegingen gedaan wordt, dat de Dienst Regulering van het auteursrecht en de naburige rechten op 1 januari 2016 niet operationeel zal kunnen zijn.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel XI.253, § 2, vierde lid, eerste zin, van het Wetboek van economisch recht luidt als volgt :

“Vanaf 1 januari 2015 voorzien de beheersvennootschappen die de auteursrechten en de naburige rechten op de openbare uitvoering van fonogrammen en films beheren, in een uniek platform voor de inning van voornoemde rechten, op voorwaarde dat de fonogrammen en films niet voor een voorstelling worden gebruikt en aan het publiek geen toegangsgeld of vergoeding wordt gevraagd om de uitvoering ervan te kunnen bijwonen.”

Uit artikel 1 van het ontwerp, in samenhang gelezen met artikel 1*quinquies*, 2°, *partim*, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 'tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de

² Artikel 1 van het ontwerp, in samenhang gelezen met artikel 1*quinquies*, 2°, *partim*, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 'tot bepaling van de inwerkingtreding van de wet van 19 april 2014 houdende de invoeging van boek XI 'Intellectuele eigendom' in het Wetboek van economisch recht en houdende invoeging van bepalingen eigen aan boek XI in de boeken I, XV en XVII van hetzelfde Wetboek, en van de wet van 10 april 2014 houdende invoeging van de bepalingen die een aangelegenheid regelen als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft'.

³ Artikel 1 van het ontwerp, in samenhang gelezen met artikel 1*quinquies*, 6°, van het voornoemd koninklijk besluit van 19 april 2014.

Grondwet, in boek XI 'Intellectuele eigendom' van het Wetboek van economisch recht, houdende invoeging van een bepaling eigen aan boek XI in boek XVII van hetzelfde Wetboek, en tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de organisatie van de hoven en rechtbanken betreffende vorderingen inzake intellectuele eigendomsrechten en inzake transparantie van het auteursrecht en de naburige rechten betreft', blijkt dat de inwerkingtreding van die bepaling wordt uitgesteld tot 1 januari 2017.

Het zou bijgevolg beter zijn om in die bepaling de woorden "Vanaf 1 januari 2015" te vervangen door de woorden "Vanaf 1 januari 2017". De Koning wordt daartoe gemachtigd bij de tweede zin van het voornoemd artikel XI.253, § 2, vierde lid.

Artikel 3

Gelet op artikel 4, 9°, van het voornoemde koninklijk besluit van 19 december 2014⁴, wordt artikel 8 van de wet van 15 mei 2007 "betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten" volledig doelloos door de opheffing van het eerste lid, 3), a), en het tweede lid, van artikel 8, § 1, van die wet.

Dat artikel 8 zou derhalve beter zonder meer worden opgeheven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁴ "Art. 4. Worden opgeheven op 1 januari 2015 :
[...]

9° de wet van 15 mei 2007 betreffende de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten, met uitzondering van artikelen 1 tot 7 en van artikel 8, § 1, eerste lid, 3), a), en tweede lid, voor zover dit lid van toepassing is op de aangelegenheid geregeld overeenkomstig de wet van 20 mei 1975 tot bescherming van kweekproducten en § 2, 3), a)."